

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Val-Morin

Code géographique : 78005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Delage, atteste la véracité du rapport financier

de Val-Morin pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-02 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Le Municipalité n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2014 et 2013 à l'état de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par le Parlement. La comptabilisation de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers de la Municipalité :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Augmentation / (Diminution)	
	2014	2013
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	3 073 027 \$	3 501 846 \$
Excédent accumulé		
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	3 073 027 \$	3 501 846 \$
<u>État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales</u>		
Transferts	(428 819)\$	(212 655)\$
Remboursement de la dette à long terme	(428 819)\$	(212 655)\$

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS CPA auditeur, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2015-04-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 078 744	5 074 212			5 074 212	5 009 336
Compensations tenant lieu de taxes	2	42 400	49 907			49 907	49 881
Quotes-parts	3						
Transferts	4	574 502	599 454			599 454	831 903
Services rendus	5	213 675	214 060			214 060	297 435
Imposition de droits	6	178 698	234 398			234 398	169 632
Amendes et pénalités	7	25 000	22 438			22 438	17 443
Intérêts	8	85 100	110 072			110 072	96 689
Autres revenus	9	26 700	(10 716)			(10 716)	16 550
	10	6 224 819	6 293 825			6 293 825	6 488 869
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		102 791			102 791	448 694
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		1			1	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		102 792			102 792	448 694
	18	6 224 819	6 396 617			6 396 617	6 937 563
Charges							
Administration générale	19	816 197	812 306	19 593		831 899	899 007
Sécurité publique	20	605 222	605 145	38 794		643 939	655 130
Transport	21	1 524 057	1 653 436	572 038		2 225 474	2 212 178
Hygiène du milieu	22	599 790	529 901	235 714		765 615	794 310
Santé et bien-être	23	5 000	3 873			3 873	4 599
Aménagement, urbanisme et développement	24	202 437	170 856			170 856	212 538
Loisirs et culture	25	626 987	633 682	56 039		689 721	691 044
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	564 346	588 454			588 454	594 142
Amortissement des immobilisations	28	975 005	922 178	(922 178)			
	29	5 919 041	5 919 831			5 919 831	6 062 948
Excédent (déficit) de l'exercice	30	305 778	476 786			476 786	874 615

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	305 778	476 786	874 615
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 102 792 ) (	( 448 694)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	305 778	373 994	425 921
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	975 005	922 178	907 891
Produit de cession	5			28 050
(Gain) perte sur cession	6		83 198	40 964
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	975 005	1 005 376	976 905
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	100 000	99 950	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 471 823 ) (	1 460 976 ) (	1 109 804)
	18	(1 371 823)	(1 361 026)	(1 109 804)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	53 747 ) (	28 619 ) (	105 162)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	144 787	121 267	(97 343)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	91 040	92 648	(202 505)
	26	(305 778)	(263 002)	(335 404)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		110 992	90 517

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		102 792	448 694
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	18 747 ) (	18 999 ) (	5 719)
Sécurité publique	3 (	91 850 ) (	78 253 ) (	159 452)
Transport	4 (	120 000 ) (	13 751 ) (	761 936)
Hygiène du milieu	5 (	230 000 ) (	175 707 ) (	827 027)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () (
Loisirs et culture	8 (	175 000 ) (	175 333 ) (	416 735)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	635 597 ) (	462 043 ) (	2 170 869)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	404 850	(91 141)	1 986 529
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	53 747	28 619	105 162
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	47 000	50 299	
Excédent de fonctionnement affecté	16	130 000		58 161
Réserves financières et fonds réservés	17		18 999	470 141
	18	230 747	97 917	633 464
	19		(455 267)	449 124
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(352 475)	897 818

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	1 636 952	1 540 811	1 607 159
Charges sociales	2	347 317	319 679	345 442
Biens et services	3	1 945 818	1 989 646	2 198 227
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	560 346	572 657	589 992
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	4 000	15 797	4 150
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	351 510	354 741	345 626
Autres	10	60 130	15 800	14 202
Autres organismes	11	16 590	144 790	15 751
Amortissement des immobilisations	12	975 005	922 178	907 891
Autres				
- Subvention à des particuliers	13	21 373	16 913	14 584
- Créances douteuses	14		16 343	19 924
- Autres	15		10 476	
	16	5 919 041	5 919 831	6 062 948

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	5 078 744	5 074 212	5 009 336
Compensations tenant lieu de taxes	2	42 400	49 907	49 881
Quotes-parts	3			
Transferts	4	574 502	702 245	1 280 597
Services rendus	5	213 675	214 060	297 435
Imposition de droits	6	178 698	234 398	169 632
Amendes et pénalités	7	25 000	22 438	17 443
Intérêts	8	85 100	110 072	96 689
Autres revenus	9	26 700	(10 715)	16 550
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	6 224 819	6 396 617	6 937 563
Charges				
Administration générale	12	833 892	831 899	899 007
Sécurité publique	13	647 221	643 939	655 130
Transport	14	2 115 731	2 225 474	2 212 178
Hygiène du milieu	15	870 571	765 615	794 310
Santé et bien-être	16	5 000	3 873	4 599
Aménagement, urbanisme et développement	17	202 437	170 856	212 538
Loisirs et culture	18	679 843	689 721	691 044
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	564 346	588 454	594 142
	21	5 919 041	5 919 831	6 062 948
Excédent (déficit) de l'exercice	22	305 778	476 786	874 615
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		9 589 129	12 429 016
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(3 714 502)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		9 589 129	8 714 514
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		10 065 915	9 589 129

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	305 778	476 786	874 615
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	635 597 ) (	462 043 ) (	2 170 869)
Produit de cession	3			28 050
Amortissement	4	975 005	922 178	907 891
(Gain) perte sur cession	5		83 198	40 964
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	339 408	543 333	(1 193 964)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(3 855)	726
Variation des autres actifs non financiers	10		(7 264)	20 243
	11		(11 119)	20 969
	12	645 186	1 009 000	(298 380)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	645 186	1 009 000	(298 380)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(16 072 985)	(15 774 605)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(16 072 985)	(15 774 605)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(15 063 985)	(16 072 985)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 097 907	1 599 237
Placements temporaires		
Débiteurs (note 5)	691 169	801 982
Prêts (note 6)		
Placements à long terme (note 7)		
Participations dans des entreprises municipales		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
Autres actifs financiers (note 9)		
	1 789 076	2 401 219
PASSIFS		
Découvert bancaire		
Emprunts temporaires (note 10)		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	478 658	691 800
Revenus reportés (note 12)	7 042	8 754
Dette à long terme (note 13)	16 367 361	17 773 650
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
	16 853 061	18 474 204
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	(15 063 985)	(16 072 985)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	24 958 723	25 502 055
Propriétés destinées à la revente (note 16)		
Stocks de fournitures	161 395	157 541
Autres actifs non financiers (note 17)	9 782	2 518
	25 129 900	25 662 114
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	10 065 915	9 589 129

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	476 786	874 615
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	922 178	907 891
Autres			
- Perte sur disposition	3	83 198	40 964
-	4		
	5	1 482 162	1 823 470
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	110 813	(39 085)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(213 142)	(110 308)
Revenus reportés	9	(1 712)	(192 489)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(3 855)	726
Autres actifs non financiers	13	(7 264)	20 243
	14	1 367 002	1 502 557
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(462 043)	(2 170 869)
Produit de cession	16		28 050
	17	(462 043)	(2 142 819)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	92 739	2 068 300
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 460 976)	(1 109 804)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(38 052)	45 642
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 406 289)	1 004 138
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(501 330)	363 876
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 599 237	1 235 361
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	1 097 907	1 599 237

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

s/o

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont présentées au bilan à la valeur amortie.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Parcs et terrains de jeux	20 ans
Machinerie lourde	15 ans
Véhicules	10 ans
Outillage et équipement	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Equipements informatiques	5 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilités ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives à la TVQ :
- au fur et à mesure du remboursement au fonds général.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de 5 ans.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	242 051	140 668
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
Représente le montant du fonds de roulement et du fonds de parcs et terrains de jeux.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	430 884	334 661
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	45 462	227 520
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	88 323	133 371
Organismes municipaux	8	27 989	45 377
Autres			
- Intérêts taxes	9	58 704	46 589
- Autres	10	39 807	14 464
	11	691 169	801 982
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	13 374	4 826
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 65 852	69 531
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 9 502	9 502
	33 75 354	79 033
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 171 519	358 803
Salaires et avantages sociaux	38 141 648	176 742
Dépôts et retenues de garantie	39 56 104	79 087
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus	42 68 503	68 607
- Autres	43 40 884	8 561
-	44	
-	45	
-	46	
	47 478 658	691 800
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48 4 423	3 406
Transferts	49	
Autres		
- Excédent actuariel CARRA	50 2 619	5 348
-	51	
	52 7 042	8 754
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	5,01	2015	2019	53	16 336 058	17 679 305
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,50	10,93	2016	2017	59	129 197	154 187
Autres					60		
					61	16 465 255	17 833 492
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(97 894)	(59 842)
					63	16 367 361	17 773 650

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	5 310 202	80	21 970	89	97	5 332 172
2016	65	73	690 424	81	111 768	90	98	802 192
2017	66	74	2 327 558	82	1 268	91	99	2 328 826
2018	67	75	4 091 452	83		92	100	4 091 452
2019	68	76	3 916 422	84		93	101	3 916 422
2020 et +	69	77		85		94	102	
	70	78	16 336 058	86	135 006	95	103	16 471 064
Intérêts et frais accessoires				87	(5 809)		104	(5 809)
	71	79	16 336 058	88	129 197	96	105	16 465 255

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(11 990 958)	(12 571 139)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(3 073 027)	(3 501 846)
Autres	108		
	109	(15 063 985)	(16 072 985)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	7 504 487	138		165		192	7 504 487
Eaux usées	111	624 481	139		166		193	624 481
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	10 745 055	140		167		194	10 745 055
Autres	113	791 334	141	2 611	168		195	793 945
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	6 515 119	143	89 585	170	(196 472)	197	6 801 176
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	2 004 127	145	(6 893)	172		199	1 997 234
Ameublement et équipement de bureau	118	255 475	146	18 999	173		200	274 474
Machinerie, outillage et équipement divers	119	1 631 410	147	40 112	174	63 884	201	1 607 638
Terrains	120	2 493 009	148	1	175		202	2 493 010
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>32 564 497</u>	150	<u>144 415</u>	177	<u>(132 588)</u>	204	<u>32 841 500</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 555 878</u>	151	<u>317 628</u>	178	<u>231 039</u>	205	<u>1 642 467</u>
	124	<u>34 120 375</u>	152	<u>462 043</u>	179	<u>98 451</u>	206	<u>34 483 967</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 852 122	153	192 777	180		207	3 044 899
Eaux usées	126	134 532	154	10 447	181		208	144 979
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	2 325 204	155	323 149	182		209	2 648 353
Autres	128	181 337	156	39 891	183		210	221 228
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	647 012	158	171 682	185		212	818 694
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 149 959	160	102 127	187		214	1 252 086
Ameublement et équipement de bureau	133	254 405	161	4 955	188		215	259 360
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 073 749	162	77 150	189	15 254	216	1 135 645
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>8 618 320</u>	164	<u>922 178</u>	191	<u>15 254</u>	218	<u>9 525 244</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>25 502 055</u>					219	<u>24 958 723</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	207 654	223		225	7 211	227	200 443
Amortissement cumulé	221	(20 984)	224	(10 629)	226	()	228	(31 613)
Valeur comptable nette	222	<u>186 670</u>					229	<u>168 830</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	9 782	2 518
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	9 782	2 518

Note**18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 867 376 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2015	-	505 376	\$
2016	-	121 000	\$
2017	-	121 000	\$
2018	-	120 000	\$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Municipalité dispose, tout au long de l'année, d'une marge de crédit de 50 000 \$ et elle dispose également d'une marge de crédit supplémentaire de 450 000 \$ entre les mois d'avril à février, les deux marges de crédit portent intérêts au taux préférentiel de la Banque et sont renouvelables le 31 mai 2015.

b) Auto-assurance

S.O

c) Poursuites

La Municipalité fait l'objet de réclamations totalisant 261 700 \$ de la part de contribuables à titre de dommages qu'ils prétendent avoir subis suite aux agissements des représentants de la Municipalité. La Municipalité fait valoir ses droits relativement à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ces dossiers et il est, de l'avis de la direction, actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans ces affaires, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

De plus, la Municipalité fait l'objet d'une réclamation de 798 441 \$ de la part d'un soumissionnaire suite à un appel d'offres pour la réfection de rues. La Municipalité a contesté cette réclamation et la direction est d'avis que les soumissions déposées n'étaient pas conformes et fera valoir ses prétentions devant les tribunaux. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans cette affaire, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

La Municipalité fait, de plus, l'objet d'une réclamation de 1 669 770 \$ de la part d'un contribuable suite aux dommages causés par un incendie, pour lesquels, selon le contribuable, la Municipalité serait responsable. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans cette affaire, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

d) Autres

S.0

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget de l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

		2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	240	1 097 907	1 599 237
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	1 097 907	1 599 237

Note

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 260 793	203 976
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 379 177	515 567
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (99 950) ()	
Financement des investissements en cours	4 554 533	907 008
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 8 971 362	7 962 578
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 10 065 915	9 589 129

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Comité FLP	8 15 051	7 013
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 15 051	7 013
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 223 305	140 668
Fonds parcs et terrains de jeux	29 18 746	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 117 813	358 975
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Frais de financement	34 4 262	8 911
-	35	
-	36	
-	37	
	38 364 126	508 554
	39 379 177	515 567

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	
Régimes non capitalisés	43 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	
Autres	45 () ()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	
Autres		
-	51 () ()	
-	52 () ()	
	53 () ()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 (99 950) ()	
Autre financement	55 () ()	
	56 (99 950) ()	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 554 533	907 008
Investissements à financer	58 () ()	
	59 554 533	907 008
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 24 958 723	25 502 055
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 24 958 723	25 502 055
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 16 367 361	17 773 650
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 97 894	59 842
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (99 950) ()	
	71 16 365 305	17 833 492
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 (377 944)	(294 015)
	73 15 987 361	17 539 477
	74 8 971 362	7 962 578

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
	54	_____		_____	56	_____
Nombre de régimes à la fin de l'exercice			55			

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u> </u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite simplifié de l'Industrielle Alliance. L'employeur et l'employé contribuent chacun à des pourcentages variant de 6 % à 7 % du salaire brut de l'employé.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u> 65 852</u>	<u> 69 531</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	2 820	2 820
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	9 502	9 502
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	9 502	9 502
	9 502	9 502

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	16 465 255
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 073 027
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	13 392 228
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	13 392 228
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	165 511
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	13 557 739
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	13 557 739
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 546 603	2 534 038	2 520 067
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 008 573	1 008 347	973 273
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	16 068	16 441	16 239
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 571 244	3 558 826	3 509 579
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	229 750	227 343	225 687
Égout	11	30 475	30 106	30 482
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	435 047	436 021	433 122
Autres				
-Police	14	386 270	385 898	400 993
-Taxe parc et environnement	15	183 290	183 224	182 264
-Autre	16	40 395	40 375	41 411
Centres d'urgence 9-1-1	17		11 716	
Service de la dette	18	202 273	200 703	185 798
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 507 500	1 515 386	1 499 757
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 507 500	1 515 386	1 499 757
	26	5 078 744	5 074 212	5 009 336

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	40 000	46 593
	35	40 000	46 593
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	40 000	46 593
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	2 400	2 599
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	2 400	2 599
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	715	584
	50	715	584
	51	42 400	49 881

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	10 000	
Enlèvement de la neige	58	9 000	8 930
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66	238 124	239 706
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	235 671	248 692
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	37 900	65 144
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	25 000	29 089
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	9 500	17 862
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	19 123	1 490
Réseau d'électricité	89		
	90	574 318	610 913

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105	60 319	58 737
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		344 883
Réseau de distribution de l'eau potable	107	23 611	23 033
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	18 861	22 041
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	102 791	448 694

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134	184	184	184
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			220 806
	138	184	184	220 990
TOTAL DES TRANSFERTS	139	574 502	702 245	1 280 597

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	26 805	26 184
Sécurité incendie	145		44 607
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	26 805	26 184
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	3 750	1 850
Enlèvement de la neige	150		560
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	3 750	1 850
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177	2 750	2 649
Autres	178		3 985
	179	2 750	2 649
Réseau d'électricité			
	180		
	181	33 305	30 683
			49 152

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	14 020	16 231	20 018
Sécurité publique	183	10 000	15 225	19 650
Transport				
Réseau routier	184		672	512
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	6 050	3 532	6 880
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	150 300	147 717	201 223
Réseau d'électricité	194			
	195	180 370	183 377	248 283
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	213 675	214 060	297 435
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	20 500	23 639	23 575
Droits de mutation immobilière	198	158 198	210 759	146 057
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	178 698	234 398	169 632
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	25 000	22 438	17 443
INTÉRÊTS	203	85 100	110 072	96 689
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(83 198)	(40 964)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	26 700	72 483	57 514
	212	26 700	(10 715)	16 550

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	105 671	99 454		99 454		116 262
Application de la loi	2	15 000	14 972		14 972		17 536
Gestion financière et administrative	3	610 047	598 786	19 593	618 379		650 344
Greffe	4						16 865
Évaluation	5	54 846	55 047		55 047		57 206
Gestion du personnel	6						
Autres	7	30 633	44 047		44 047		40 794
	8	816 197	812 306	19 593	831 899		899 007
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	386 270	385 380		385 380		393 070
Sécurité incendie	10	213 252	201 490	38 794	240 284		255 697
Sécurité civile	11	500	11 716		11 716		
Autres	12	5 200	6 559		6 559		6 363
	13	605 222	605 145	38 794	643 939		655 130
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	796 321	866 753	513 418	1 380 171		1 239 532
Enlèvement de la neige	15	668 391	731 479	58 620	790 099		903 050
Éclairage des rues	16	34 715	32 363		32 363		36 151
Circulation et stationnement	17	8 300	6 581		6 581		17 299
Transport collectif							
Transport en commun	18	16 330	16 260		16 260		16 146
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 524 057	1 653 436	572 038	2 225 474		2 212 178

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	<u>Budget 2014</u>		<u>Réalisations 2014</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2013</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	183 693	146 002	190 650	336 652	366 685
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	18 936	12 878	16 015	28 893	22 665
Réseaux d'égout	26	5 000	3 923		3 923	5 188
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	306 243	293 655	23 793	317 448	316 816
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	85 918	73 443	5 256	78 699	82 956
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	599 790	529 901	235 714	765 615	794 310
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 000	3 873		3 873	4 599
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 000	3 873		3 873	4 599
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	176 464	156 245		156 245	195 001
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					17 537
Autres	50	25 973	14 611		14 611	
Autres	51					
	52	202 437	170 856		170 856	212 538

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 000	9 597		9 597	7 152
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	128 455	127 872	23 265	151 137	171 576
Parcs régionaux	57	245 107	236 538	25 821	262 359	277 040
Expositions et foires	58	10 500	13 801		13 801	19 227
Autres	59	23 573	30 792		30 792	30 887
	60	414 635	418 600	49 086	467 686	505 882
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	86 632	84 545	3 625	88 170	85 934
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	125 720	130 537	3 328	133 865	99 228
	66	212 352	215 082	6 953	222 035	185 162
	67	626 987	633 682	56 039	689 721	691 044
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	560 346	572 657		572 657	589 992
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	4 000	15 797		15 797	4 150
	73	564 346	588 454		588 454	594 142
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	975 005	922 178	(922 178)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2015-04-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		5 074 212
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		_____
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____	10 _____
Revenus de taxes	11		5 074 212

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	5 074 212
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>5 074 212</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	60 809		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	11 716		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>72 525</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>5 001 687</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	411 466 752
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	413 114 475
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	412 290 614

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	5 001 687
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	412 290 614
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 2 | 1 | 3 | 1 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	34 038	827 027
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	230 000	141 669
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 597	468 188
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		144 771
Autres infrastructures	11	2 611	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	81 850	178 695
Édifices communautaires et récréatifs	14	143 000	234 202
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	120 000	(6 893)
Ameublement et équipement de bureau	18	18 747	18 999
Machinerie, outillage et équipement divers	19	42 000	40 112
Terrains	20	1	249 117
Autres	21		
	22	635 597	462 043
			2 170 869

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24	34 038	827 027
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	6 597	371 122
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	141 669	
Autres infrastructures	32	2 611	241 837
Autres immobilisations	33	277 128	730 883
	34	462 043	2 170 869

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	17 679 305	99 950	1 443 197	16 336 058
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	154 187	(7 211)	17 779	129 197
Autres	6				
	7	17 833 492	92 739	1 460 976	16 465 255
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 799 626	(22 518)	144 891	1 632 217
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	12 532 020	92 739	864 748	11 760 011
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	14 331 646	70 221	1 009 639	13 392 228
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	3 501 846	22 518	451 337	3 073 027
Autres	23				
	24				
	25	3 501 846	22 518	451 337	3 073 027
	26	17 833 492	92 739	1 460 976	16 465 255
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	17 833 492	92 739	1 460 976	16 465 255

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	54 846	58 496	54 501
Autres	3	78 846	75 688	74 096
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 906	5 928	7 273
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	16 330	16 260	16 146
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	178 979	181 705	177 410
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	13 473	13 522	13 146
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 130	3 142	3 054
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	351 510	354 741	345 626

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,60	40,00	228 058	50 161	278 219
Professionnels	2					
Cols blancs	3	12,81	40,00	538 592	109 153	647 745
Cols bleus	4	12,44	40,00	610 026	135 933	745 959
Policiers	5					
Pompiers	6	1,85	3,70	87 987	7 997	95 984
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	29,70		1 464 663	303 244	1 767 907
Élus	9	7,00		76 148	16 435	92 583
	10	36,70		1 540 811	319 679	1 860 490

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	233 924	23 611		257 535
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	365 530	79 180		444 710
	17	599 454	102 791		702 245

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale													
Application de la loi	1	14 972	27		53	14 972	79		105	14 972	131		
Évaluation	2	55 047	28		54	55 047	80		106	55 047	132		
Autres	3	742 287	29	19 593	55	761 880	81	16 231	107	745 649	133	26 899	
	4	812 306	30	19 593	56	831 899	82	16 231	108	815 668	134	26 899	
Sécurité publique													
Police	5	385 380	31		57	385 380	83	26 184	109	359 196	135		
Sécurité incendie	6	201 490	32	38 794	58	240 284	84	15 225	110	225 059	136	21 205	
Sécurité civile	7	11 716	33		59	11 716	85		111	11 716	137		
Autres	8	6 559	34		60	6 559	86		112	6 559	138		
	9	605 145	35	38 794	61	643 939	87	41 409	113	602 530	139	21 205	
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	866 753	36	513 418	62	1 380 171	88	672	114	1 379 499	140	257 330	
Enlèvement de la neige	11	731 479	37	58 620	63	790 099	89	1 850	115	788 249	141		
Autres	12	38 944	38		64	38 944	90		116	38 944	142		
Transport collectif	13	16 260	39		65	16 260	91		117	16 260	143		
Autres	14		40		66		92		118		144		
	15	1 653 436	41	572 038	67	2 225 474	93	2 522	119	2 222 952	145	257 330	
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	146 002	42	190 650	68	336 652	94	3 532	120	333 120	146	129 102	
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147		
Traitement des eaux usées	18	12 878	44	16 015	70	28 893	96		122	28 893	148	64 157	
Réseaux d'égout	19	3 923	45		71	3 923	97		123	3 923	149		
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	293 655	46	23 793	72	317 448	98		124	317 448	150		
Matières recyclables	21	73 443	47	5 256	73	78 699	99		125	78 699	151		
Autres	22		48		74		100		126		152		
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153		
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154		
Autres	25		51		77		103		129		155		
	26	529 901	52	235 714	78	765 615	104	3 532	130	762 083	156	193 259	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
			+	=	-		=			
Santé et bien-être										
Logement social	157	3 873	172	187	3 873	202	217	3 873	232	6 797
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159		174	189		204	219		234	
	160	3 873	175	190	3 873	205	220	3 873	235	6 797
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	156 245	176	191	156 245	206	221	156 245	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163	14 611	178	193	14 611	208	223	14 611	238	
Autres	164		179	194		209	224		239	
	165	170 856	180	195	170 856	210	225	170 856	240	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	418 600	181	49 086	467 686	211	147 717	319 969	241	82 964
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	84 545	182	3 625	88 170	212	2 649	85 521	242	
Autres	168	130 537	183	3 328	133 865	213	228	133 865	243	
	169	633 682	184	56 039	689 721	214	150 366	539 355	244	82 964
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	4 409 199	186	922 178	5 331 377	216	214 060	5 117 317	246	588 454

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	462 043	2 170 869
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	462 043	2 170 869

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	203 976	127 049
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	203 976	127 049
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	110 992	90 517
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(50 299)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(8 038)	(13 590)
Réserves financières et fonds réservés	8	4 162	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	56 817	76 927
Solde à la fin de l'exercice	12	260 793	203 976
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	7 013	51 584
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 013	51 584
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		(58 161)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	8 038	13 590
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	8 038	(44 571)
Solde à la fin de l'exercice	22	15 051	7 013
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	508 554	881 352
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	508 554	881 352
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(121 267)	97 343
Activités d'investissement	27	(18 999)	(470 141)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(4 162)	
Financement des investissements en cours	29		
	30	(144 428)	(372 798)
Solde à la fin de l'exercice	31	364 126	508 554

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 (99 950)	()
Autre financement	46 ()	()
	47 (99 950)	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 (99 950)	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 907 008	9 190
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 907 008	9 190
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 (352 475)	897 818
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 (352 475)	897 818
Solde à la fin de l'exercice	60 554 533	907 008
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 7 962 578	11 359 839
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	(3 714 501)
Solde redressé au début de l'exercice	63 7 962 578	7 645 338
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 1 008 784	317 240
Solde à la fin de l'exercice	67 8 971 362	7 962 578

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>760 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u> </u>
	5	<u>760 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>760 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 358 975	2	3	4	5	241 162	6 7 117 813
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 358 975	16	17	18	19	241 162	20 21 117 813

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 0 □ 5 □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 3 □ 1 □ 9 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 9 □ 3 □ 4 □ 1 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 9 □ 7 □ 7 □ 3 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 2 □ 3 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 0 □ 5 □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="2"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Pavage Val-Royal	,0218	1	
Pavage Beaulne	,0429	1	
Ouverture de valve	100,0000	4	
Eau commerce		7	selon type de commerce
Compensation piscine		7	selon galonnage
Aqueduc Val-David		7	selon facturation
Aqueduc Beaux-Arts, Ste-Adèle		7	selon facturation
Égout Val-David		7	selon facturation
Recyclage et ordures commerce		7	selon volume
Police	,0943	1	
Parc régional	44,7500	4	
Environnement	25,0000	4	
Aqueduc garage	15,3700	4	
Aqueduc Croissant St-Norbert	354,4600	4	
Aqueduc Leclair et David Maison	631,1400	4	
Aqueduc Leclair et David terrain	473,3600	4	
Aqueduc rue des Bouleaux	19,8600	3	frontage
Pavage Lac-La Salle	,2742	3	frontage
Pavage Lac-La Salle	46,5100	4	
Pavage Lac-La Salle	,0018	2	
Chambre de surpression	,0308	2	
Aqueduc 14e avenue	698,9300	4	
Réfection d'aqueduc		7	selon facteur
Pavage Haut-Quartier	516,6500	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

5 - du 1 000 litres

2 - du mètre carré

6 - % de la valeur locative

3 - du mètre linéaire

7 - autres (préciser)

4 - tarif fixe (compensation)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	2 900 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 050	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 6120, RUE MORIN
(no) (rue)
VAL-MORIN J0T 2R0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 324-5670
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 322-3923
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pdelage@val-morin.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom PIERRE DELAGE

Téléphone (819) 324-5760
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 322-3823
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pdelage@val-morin.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 124, RUE SAINT-VINCENT
(no) (rue)
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS J8C 2B1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 326-3400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 326-8839
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christian@amyotgelinas.com

Responsable du dossier CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Pierre Delage , atteste que le rapport financier de Val-Morin pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Val-Morin consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Val-Morin détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 476 786 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,2131 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-09 10:26:02

Date de transmission au Ministère : 2015/04/15